



**LA SOCIETE ANONYME D'H.L.M. D'AMENAGEMENT ET DE GESTION  
IMMOBILIERE  
LA SAGIM**  
19, rue du Maréchal De Lattre De Tassigny – ALENCON (ORNE)

## **CCP**

# **Cahier des clauses particulières**

Marché Forfaitaire et à Bons de Commande pour la réalisation  
de diagnostics de performance énergétique  
sur le patrimoine de la  
**SOCIETE ANONYME D'H.L.M. D'AMENAGEMENT ET DE GESTION  
IMMOBILIERE  
LA SAGIM**

**2017**

*Consultation passée selon procédure adaptée  
Code de la consultation à rappeler dans chaque  
correspondance : **2017/S/DGL/DPE/1***

## Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE .....	3
1.1 - Etendue du marché .....	3
1.2 – Forme et Durée du marché .....	3
1.2.1 - Forme du marché : .....	3
1.2.2 - Durée du marché : .....	4
1.2.3 – Emission et annulation de commandes : .....	4
1.2.4 – Mesures d'éviction : .....	5
ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT .....	5
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	5
3.1 – Pièces du marché .....	5
3.2 – Pièces de l'offre.....	5
ARTICLE 4 – PARTIES CONTRACTANTES ET PARTIES PRENANTES.....	6
4.1 – Parties contractantes .....	6
4.2 – Sous-traitance .....	6
4.3 – Obligations de l'opérateur de repérage .....	6
4.4 – Obligations du maître d'ouvrage .....	6
ARTICLE 5 - CADRE ET ETENDUE DES PRESTATIONS.....	6
5.1 - Obligations réglementaires .....	6
5.2 - Connaissance des prestations .....	7
ARTICLE 6 - CONTENU DES PRESTATIONS .....	7
6.1 – Diagnostic de Performance Energétique : .....	7
6.1.1 - Caractéristiques minimales .....	7
6.1.2- Etablissement du Diagnostic sur le patrimoine existant .....	8
6.1.3 - Constitution de la mission .....	8
6.1.4 - Documents à remettre .....	8
6.2. – Organisation des visites : .....	8
ARTICLE 7 - DEROULEMENT DE LA MISSION .....	9
7.1 - Remplacement du titulaire .....	9
7.2 - Responsabilité .....	9
7.3 - Assurance .....	9
ARTICLE 8 – MODALITE DE TRANSMISSION .....	9
8.1. – Transmission des rapports.....	9
8.2. – Suivi des réalisations .....	10
ARTICLE 9 – DELAIS D'EXECUTION DE LA PRESTATION .....	10
ARTICLE 10 - PENALITES.....	11
10.1 - Pénalités de retard.....	11

10.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles .....	11
10.3 Pénalités pour travail dissimulé.....	11
ARTICLE 11 - CONTENU DU PRIX .....	12
ARTICLE 12 - MODALITES DE REGLEMENT .....	13
12.1 – Avance.....	13
12.2 – Retenue de garantie.....	13
12.3 – Conditions de paiements.....	13
12.4 - Présentation de la facture .....	13
ARTICLE 13 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	14
ARTICLE 14 : LANGUE.....	14
ARTICLE 15 – REFACTION ET RESILIATION .....	15
Article 15.1 - Ajournement.....	15
Article 15.2 - Réfaction.....	15
Article 15.3 - Résiliation .....	15
ARTICLE 16 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES .....	16
16.1 - Documents devant faire l'objet d'une diffusion sur notre intranet.....	16
16.2 - Contractualisation des mémoires techniques et notes méthodologiques...	16

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ**

### **1.1 - Etendue du marché**

Le présent marché est un marché forfaitaire et à Bon de commande sur la réalisation de :

- Diagnostics Performance Énergétique

### **1.2 – Forme et Durée du marché**

#### **1.2.1 - Forme du marché :**

Le présent contrat est un marché en 2 parties :

- Une partie forfaitaire
- Une partie à bon de commande

Le titulaire, sera le prestataire dont l'offre aura obtenue la meilleure note à l'issue de la consultation.

Il devra être précisé pour toute commande acceptée la ou les date(s) de visite du ou des groupe(s) immobilier(s) concerné(s) par la commande ainsi que la date de rendu du ou des diagnostics commandé(s), ceci même si des analyses sont à effectuer.

### **1.2.2 - Durée du marché :**

Le marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter du 1<sup>er</sup> Juin 2017 et il est renouvelable 3 fois par tacite reconduction (soit une durée maximale de 4 ans), le montant total du marché ne pouvant pas dépasser 209 000 € HT.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

L'entreprise devra intervenir dans les délais d'intervention d'exécution fixés dans son offre (Annexe 1 – Offre forfaitaire Sagim) pour la partie forfaitaire et selon les délais imposés par le présent CCP pour la partie à Bon de Commande.

### **1.2.3 – Emission et annulation de commandes :**

L'exécution des prestations à prix unitaires du présent marché, est subordonnée à un bon de commande préalable émis par la SAGIM, signé par un représentant habilité. La liste des personnes habilitées à commander un DPE sera transmise au titulaire au moment de la signature.

Le titulaire du présent marché s'engage à exécuter les prestations sur toute demande de la SAGIM suivant le libellé du bon de commande qui précise :

- la nature des prestations à réaliser
- le délai d'exécution et/ou intervention
- le lieu d'exécution
- le nom et les coordonnées de l'interlocuteur
- le montant de la commande eu égard au bordereau de prix unitaires

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent à des observations de sa part, il doit les notifier au représentant de la SAGIM dans un délai de 48 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observation de sa part.

Dans les cas d'urgence, la demande d'intervention peut être faite par tous moyens de transmission possible (téléphone, fax, courriel, ...) et le titulaire est tenu d'y répondre. Un bon de commande de régularisation sera alors adressé ultérieurement au titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

La SAGIM se garde la possibilité d'annuler par écrit (télécopie, courriel) toute commande n'ayant pas encore été exécutée sans que le titulaire ne puisse prétendre à quelconque indemnité.

La SAGIM mettra tout en œuvre pour que l'annulation intervienne dans un délai raisonnable (12h au plus tard) avant la date de commencement d'exécution des prestations fixée sur le bon de commande.

### **1.2.4 – Mesures d'éviction :**

La SAGIM se réserve la possibilité de résilier le marché, sans indemnités et avec mise en demeure du titulaire du marché qui manquerait à ses engagements ou obligations :

- à plusieurs reprises en matière d'exécution des prestations ou des bons de commande
- par une exécution défailante d'une ou plusieurs prestations forfaitaires ou par bons de commande.

## **ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT**

Le marché comprend 5 lots selon l'annexe 1 (répartition du patrimoine par agence) :

- Lot 1 le patrimoine de l'agence de Flers
- Lot 2 le patrimoine de l'agence d'Argentan
- Lot 3 le patrimoine de l'agence de Mortagne au Perche
- Lot 4 le patrimoine de l'agence d'Alençon
- Lot 5 le patrimoine de l'agence de Lisieux

## **ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Le présent marché est constitué par les documents contractuels (particuliers et généraux) énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

### **3.1 – Pièces du marché**

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent CCP
- L'annexe 1 – Offre forfaitaire SAGIM
- L'annexe 2 - Le bordereau de prix unitaires (les quantités figurant dans le bordereau des prix ne sont pas contractuelles)
- L'annexe 3 – Modèle facture
- Le règlement de la consultation

### **3.2 – Pièces de l'offre**

L'offre du prestataire devra contenir les documents suivants :

- Le présent CCP paraphé tamponné et signé dont l'exemplaire original sera conservé par la SAGIM
- L'annexe 1 – Offre forfaitaire SAGIM par lot avec le planning d'intervention du candidat,
- L'annexe 2 - Le bordereau de prix unitaires (les quantités figurant dans le bordereau des prix ne sont pas contractuelles),
- Toutes attestations prouvant de la capacité à effectuer la mission concernée,
- L'attestation d'assurance en cours de validité,
- Un extrait KBis de moins de 3 mois,
- Un modèle de facture qui tient compte de l'article 11.4. du CCP, et de *l'annexe 3 – Modèle facture*
- Le Diagnostic de Performance Energétique
- Le mémoire technique.

## **ARTICLE 4 – PARTIES CONTRACTANTES ET PARTIES PRENANTES**

### **4.1 – Parties contractantes**

Les parties liées aux contrats sont celles qui signeront le présent CCP au moment de la passation.

Dans le cas de groupement d'opérateurs de repérage d'amiante, il est précisé que ce groupement est un groupement solidaire. Le mandataire du groupement est le représentant du groupement vis à vis du maître d'ouvrage.

### **4.2 – Sous-traitance**

La sous-traitance de la mission de diagnostic de performance énergétique est interdite.

### **4.3 – Obligations de l'opérateur de repérage**

L'opérateur de repérage (dans le cas de groupement : chacun des membres du groupement), après avoir rempli la déclaration prévue à cet effet, affirme sous peine de résiliation du contrat à ses frais exclusifs, ne pas tomber, ou que la société pour laquelle il intervient ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 modifié de la loi 52-401 du 14 avril 1952.

### **4.4 – Obligations du maître d'ouvrage**

Pour permettre et faciliter l'exercice de la mission de l'opérateur de repérage, le maître d'ouvrage met à disposition (ou transmet) les pièces dont il dispose et nécessaires à l'opérateur de repérage pour réaliser sa mission.

Le maître d'ouvrage donne à l'opérateur de repérage librement accès aux immeubles où sont prévus les DPE et les conditions éventuelles d'accès. D'une façon générale, il lui fournit toutes facilités pour l'exercice de sa mission sans perte de temps ou incidence financière et dans des conditions de sécurité.

## **ARTICLE 5 - CADRE ET ETENDUE DES PRESTATIONS**

Après avoir pris connaissance du patrimoine concerné, l'entreprise s'engage sous sa propre responsabilité à réaliser les DPE en apportant les matériels et la main d'œuvre nécessaires à la parfaite exécution des prestations définies dans le présent marché.

### **5.1 - Obligations réglementaires**

Les différents diagnostics techniques seront bien-sur réalisés conformément à la réglementation en vigueur et notamment (liste non exhaustive) :

- Le décret n°1147 du 14 septembre 2006 (relatif au DPE et à l'état de l'installation intérieure de gaz de certains bâtiments)
- L'arrêté du 15 septembre 2006 (relatif au DPE pour les bâtiments existants proposés à la vente en France métropolitaine)
- L'arrêté du 23 mai 2007 (méthodes et procédures DPE locatif) relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants à usage principal d'habitation, proposés à la location en France Métropolitaine)

- L'arrêté du 21 septembre 2007 (relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments neufs en France métropolitaine)
- L'arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le DPE et les critères d'accréditation des organismes de certification,
- L'arrêté du 9 novembre 2006 portant approbation de diverses méthodes de calcul pour le DPE en France métropolitaine,
- L'arrêté du 3 mai 2007 relatif au DPE pour les bâtiments existants à usage principal d'habitation proposés à la location en France métropolitaine.
- L'arrêté du 13 Décembre 2011 relatif à la montée en compétence de la profession et rendant systématique une visite sur site.
- L'arrêté du 27 Janvier 2012 relatif à la validation des logiciels de calcul utilisant la nouvelle méthode de calcul 3CL-DPE,
- Les 2 arrêtés du 8 Février 2012 détaillant les volets location et vente,
- Les articles L.134-1 à L.134-5 du Code de la construction et de l'habitation relatifs au DPE,
- Les articles R.134-1 à R.134-5 du Code de la construction et de l'habitation,
- Aux futurs arrêtés actualisant les tarifs appliqués aux consommations d'énergies.

## **5.2 - Connaissance des prestations**

Le titulaire est réputé avoir, avant l'exécution du marché :

- Pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation du marché et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des diagnostics et relevés thermiques et constructifs,
- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des diagnostics au regard du cahier des charges, de la réglementation, des règles de sécurité.

# **ARTICLE 6 - CONTENU DES PRESTATIONS**

## **6.1 – Diagnostic de Performance Énergétique :**

### **6.1.1 - Caractéristiques minimales**

Les prestations réalisées dans le cadre du présent marché devront respecter toutes les réglementations applicables au Diagnostic de Performance Énergétique et notamment le Décret n° 2006-1147 du 14 septembre 2006 relatif au Diagnostic de Performance Énergétique et à l'état de l'installation intérieure de gaz dans certains bâtiments.

Ces diagnostics doivent être établis conformément aux dispositions des arrêtés du 15 mai 2006, et du 3 mai 2007 et des textes relatifs à cette obligation.

Dans le cadre de DPE LOCATION sur du patrimoine existant, il est précisé que celui-ci pourra être établi indifféremment en milieu occupé ou non. En cas d'intervention en milieu occupé, le prestataire devra prendre contact avec le locataire afin de convenir d'une date d'intervention. Il devra signaler à la SAGIM toute difficulté d'accès à ces lieux.

Il s'engage à ne divulguer aucune information d'ordre privatif qu'il serait amené à connaître au cours de ces visites.

Si le DPE intervient dans les parties communes, le prestataire devra se rendre auprès du gardien, afin de récupérer les clefs pour pouvoir réaliser la prestation.

Par ailleurs, le personnel du titulaire devra être muni d'une carte de visite ou d'un badge visible indiquant le nom et la qualité de l'intervenant ainsi que le nom de l'entreprise et sa mission.

#### **6.1.2- Etablissement du Diagnostic sur le patrimoine existant**

Le prestataire s'appliquera à la réalisation du diagnostic pour le patrimoine listé en annexe 1, et fournira sur la base de ce travail un Diagnostic de Performance Energétique pour chaque logement et commerce.

La SAGIM s'engage à transmettre dans la mesure du possible toutes les informations nécessaires à l'établissement du DPE.

Dans un second temps, la SAGIM pourra être amenée à commander des DPE via un bon de commande établi selon les prix proposés dans le bordereau de prix unitaires.

#### **6.1.3 - Constitution de la mission**

- Pour certains logements, la SAGIM exige un DPE sur la base de factures d'énergies, cela est précisé dans *l'annexe 1 – Offre forfaitaire Sagim*
- Production d'un rapport et d'un tableau de synthèse
- **Pour les logements collectifs, il sera établi un DPE à l'immeuble, celui-ci devra être décliné par le prestataire pour tous les logements dudit immeuble.**

#### **6.1.4 - Documents à remettre**

Les Diagnostics de Performance Energétique seront présentés sous la forme des annexes 6A ou 6B données à l'arrêté du 3 mai 2007 relatif aux D.P.E. des bâtiments à usage principal d'habitation proposés à la location en France métropolitaine selon si les quantités d'énergie sont évaluées sur la base de consommations estimées ou réelles.

#### **6.2. – Organisation des visites :**

Le prestataire établit un planning de visite pour chaque site référencé en *annexe 1 – Offre forfaitaire SAGIM* et s'engage à le respecter si son offre est retenue.

L'annuaire des responsables d'Agence de la SAGIM sera communiqué au prestataire dès l'attribution du marché afin de pouvoir les prévenir des visites et prendre rendez-vous avec eux.

Le prestataire devra s'assurer auprès des Responsables d'Agences lors des prises de rendez-vous pour visites que l'ensemble des locaux pourront lui être ouverts en totalité.

Dans le cas où certains locaux n'auront pu être visités lors de la première visite, le prestataire devra une deuxième visite à la SAGIM. Il devra dresser un listing exhaustif des locaux non visités afin que la SAGIM, sous la responsabilité de



l'émetteur du bon de commande, puisse mener les actions nécessaires pour lui garantir l'accès à ceux-ci lors de sa deuxième visite. La nécessité d'une telle deuxième visite dépendra entièrement de la bonne organisation de la première et sera à la responsabilité du prestataire.

## **ARTICLE 7 - DEROULEMENT DE LA MISSION**

### **7.1 - Remplacement du titulaire**

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne titulaire du marché.

### **7.2 - Responsabilité**

Le Prestataire assure de manière indépendante l'exécution complète des diagnostics sous sa pleine et entière responsabilité.

Le Prestataire s'engage vis-à-vis du Maître d'Ouvrage à faire explicitement mention par écrit de toutes les réserves qui seraient de nature à en affecter le résultat.

### **7.3 - Assurance**

Le candidat devra fournir une attestation d'assurance en cours de validité et pour toute l'année 2017 dans son dossier de candidature afin de justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 8 – MODALITE DE TRANSMISSION**

### **8.1. – Transmission des rapports**

**Chaque rapport de diagnostics sera transmis informatiquement à la SAGIM,** sous format PDF. Ces fichiers de rapports seront déposés par le prestataire sur un espace FTP mis à disposition par la SAGIM. Les informations de connexion à cet espace seront ultérieurement fournies par le service informatique de la SAGIM. Le prestataire devra fournir lui-même les moyens informatiques nécessaires à la création et à l'envoi des fichiers tel que le précise la consultation.

**Les fichiers seront déposés dans le délai imparti selon l'article 9 pour la fourniture des rapports de diagnostics.**

Les fichiers seront déposés une seule fois, sauf demande ponctuelle de l'entreprise pour un nouveau dépôt des mêmes fichiers. Ce nouveau dépôt n'occasionnera alors

aucun coût supplémentaire. Ainsi le titulaire devra mettre en place les moyens nécessaires à la conservation des ces fichiers.

Le prestataire devra communiquer au service informatique de l'entreprise tout problème rencontré sur ces échanges de fichiers, ainsi que toute question, sur le nommage des fichiers.

Le nommage des fichiers devra respecter précisément la nomenclature suivante:

**DPE\_GGGG-II-LLLL\_FOURNISSEUR\_JJ-MM-  
AAAA\_V2\_CONSO\_(lettre)\_EMISSIONS\_(lettre).pdf**

Dans laquelle :

- TYPE = type de diagnostic, ici "DPE"
- GGGG-II-LLLL = référence logement transmise par le bailleur (groupe sur 4 chiffres - immeuble sur 2 chiffres - local sur 4 chiffres). Si le diagnostic est réalisé "à l'immeuble", la référence communiquée sera sous la forme "GGGG-II" (pas de code local)
- FOURNISSEUR = prestataire ayant réalisé ce diagnostic. Ce nom ne devra pas varier pendant toute la durée du marché.
- JJ-MM-AAAA = date de réalisation du diagnostic (début de validité)
- V2, V3. = en cas de nouvelle version du rapport pour un même diagnostic (même date), il faudra ajouter un \_V2, \_V3, etc...
- CONSO = indiquer la lettre correspondant à la consommation énergétique
- EMISSIONS = indiquer la lettre correspondant aux émissions de gaz à effet de serre.

Exemples:

DPE\_0678-01-0031\_FOURNISSEUR\_18-09-2014\_CONSO\_D\_EMISSIONS\_F.pdf

DPE\_0056-02-1001\_FOURNISSEUR\_21-02-  
2018\_V2\_CONSO\_C\_EMISSIONS\_D.pdf

DPE\_0914-01\_FOURNISSEUR\_17-08-2017\_CONSO\_G\_EMISSIONS\_F.pdf

## **8.2. – Suivi des réalisations**

Chaque fin de mois, le prestataire devra renseigner un fichier de synthèse commun à l'ensemble du patrimoine de la SAGIM sous format Excel, dont la forme sera fournie au prestataire par la SAGIM. Ce fichier nous indiquera entre autres la date réelle de visite, la date réelle d'envoi du DPE et le nom du fichier pdf, ainsi que l'ensemble des résultats de consommations et d'émissions.

Tous manquements aux obligations de l'article 8 entraîneront l'exécution de l'article 10.2.

## **ARTICLE 9 – DELAIS D'EXECUTION DE LA PRESTATION**

Le délai d'exécution s'entend comme étant la période comprise entre la date de démarrage des prestations et la date d'achèvement des prestations. Il appartiendra donc au titulaire d'avoir tout matériel, personnel et équipement nécessaires à leur réalisation. Leur absence ne pourra en aucun cas être invoquée pour permettre une prolongation dudit délai.

Outre le respect du planning des visites fourni par le prestataire au moment de la soumission de son offre, celui-ci s'engage à **transmettre son rapport** :

- **Sous 5 jours** après la visite dans le cas où il n'y aurait pas d'analyse complémentaires,
- **Sous 10 jours** après la visite dans le cas où des analyses complémentaires sont nécessaires.

Ces délais démarrent à compter de la date prévisionnelle de visite fourni par le prestataire au moment de la soumission de son offre, pour la partie forfaitaire, ou à la date d'établissement du bon de commande qui prescrira de commencer les prestations, et s'achève à la remise de l'ensemble des diagnostics demandés.

## **ARTICLE 10 - PENALITES**

### **10.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable de pénalités calculées selon les modalités suivantes pour non respect du calendrier d'exécution

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 30 ;$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours de retard.

### **10.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles**

Sur simple constatation d'un manquement à ses obligations contractuelles tenant notamment à une exécution des prestations non-conforme aux engagements pris par le titulaire dans sa candidature, ce dernier subit une pénalité forfaitaire de cent (100) € TTC par manquement et par jour.

### **10.3 Pénalités pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé, par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **ARTICLE 11 - CONTENU DU PRIX**

Le titulaire est réputé avant la remise de son offre :

- Avoir apprécié exactement les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.
- Avoir tenu compte dans la remise de son offre des sujétions suivantes :
  - ✓ fourniture de tous les équipements, matériels et produits, nécessaires à la bonne exécution des prestations,
  - ✓ échafaudages et dispositifs de sécurité,
  - ✓ frais d'outillage (y compris double transport et pertes), équipements, frais d'entretien, de réparation et de fonctionnement,
  - ✓ prestations prévues selon les fréquences et délais indiqués dans le CCP.
- Avoir procédé à la visite détaillée des bâtiments et avoir apprécié les sujétions pouvant résulter de la disposition, de la nature et de l'état des ouvrages, avec toutes les modifications éventuellement apportées par le maître d'ouvrage.

Il est précisé que les renseignements ne sont donnés qu'à titre indicatif et doivent être contrôlés dans chaque cas. L'entreprise aura donc l'entière responsabilité des erreurs qui seraient dues à une mauvaise appréciation de l'état existant.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer d'une erreur ou d'une omission dans les quantités ou les prix du devis estimatif pour obtenir une modification de son prix.

Le prestataire sera toujours tenu, moyennant le prix fixé à sa soumission de mener jusqu'à complet achèvement toutes les prestations qui lui auront été attribuées y compris celles non décrites mais nécessaires au complet achèvement des prestations, compte tenu des dispositions demandées par les diverses lois, arrêtés et décrets en vigueur.

Les prix sont réputés inclure toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais de déplacement, de dépenses (temps de préparation des interventions, de transport, d'utilisation du logiciel, envoi des DPE informatiques et en version papier...)

Les anomalies survenant au cours du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure seront réputées être comprises dans l'économie du marché.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'inexactitudes ou omissions de sa part comme de celle de la personne publique pour se soustraire aux conditions d'exécution des commandes fixées par le présent marché.

Les prestations sont rémunérées, selon leur quantité, par application des prix unitaires indiqués dans le bordereau du prix unitaires (BPU) en *Annexe 2 – Le bordereau de prix unitaires*, aux quantités réellement commandées.

## **ARTICLE 12 - MODALITES DE REGLEMENT**

### **12.1 – Avance**

Il n'est pas prévu d'avance

### **12.2 – Retenue de garantie**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre du présent marché

### **12.3 – Conditions de paiements**

Les prestations seront réglées, par la SAGIM, au moyen d'un virement au compte de l'entreprise dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Les factures seront transmises à la SAGIM au plus tard le 25 de chaque mois, sur la base des rapports fourni à la SAGIM.

Le point de départ global de paiement est la date de réception de la facture par la SAGIM.

### **12.4 - Présentation de la facture**

Les factures (cf *Annexe 3 – Modèle de facture*) seront établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- l'intitulé du marché,
- le code de la consultation,
- le numéro du lot ;
- la référence du logement ;
- l'adresse exacte des prestations;
- l'origine de la commande, partie forfaitaire du marché ou bon de commande avec la localisation de l'agence et la date de la commande,
- la date de visite,
- la date de rendu du diagnostic,
- la désignation de l'organisme débiteur
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

**Pour chaque diagnostic facturé, la copie de la 1<sup>ère</sup> page du diagnostic sera agrafée à la facture correspondante.**

**Les références des logements diagnostiqués et facturés seront classées par ordre croissant sur la facture.**

Un modèle de facture devra être présenté par le candidat.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

**SAGIM**  
**Service Comptabilité**  
**19 rue du Maréchal de Lattre de Tassigny**  
**61000 ALENÇON**

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire fixe lui-même les modalités de paiement avec son sous-traitant, la SAGIM n'intervient pas dans la relation de sous-traitance.

**Un modèle de facture devra être présenté par le candidat.**

## **ARTICLE 13 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité

## **ARTICLE 14 : LANGUE**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française.

S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **ARTICLE 15 – REFACTION ET RESILIATION**

Il sera procédé à des visites de contrôle afin de vérifier la qualité des prestations et le respect du planning d'intervention. A l'issue des opérations de vérification qualitative, la SAGIM peut prendre une décision, d'ajournement, de refaction ou de rejet de la prestation.

### **Article 15.1 - Ajournement**

Lorsque la SAGIM estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, elle peut décider d'ajourner l'admission des prestations. Le représentant de la SAGIM informe alors le prestataire par mail des raisons qui ne lui permettent pas d'admettre la prestation en l'état. Le prestataire dispose alors d'un délai d'une semaine pour régulariser la situation et présenter la prestation au représentant de la SAGIM.

Si à l'issue du second contrôle il persiste une anomalie dans la prestation fournie, la SAGIM pourra recourir à un nouveau prestataire pour effectuer le travail, le montant des travaux sera alors déduit du montant attribués au prestataire titulaire du lot.

### **Article 15.2 - Réfaction**

Lorsque la SAGIM estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec refaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Le représentant en informera alors le prestataire par mail.

Ainsi, en cas de manquement constaté, la SAGIM se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Si des manquements venaient à être répétés, ils entraîneraient la résiliation du contrat, sans aucunes indemnités.

### **Article 15.3 - Résiliation**

Les différents cas de résiliation s'appliquant au présent marché sont les suivants :

- résiliation pour événements extérieurs au marché (décès, liquidation judiciaire, etc.),
- résiliation pour événements liés au marché (difficultés techniques particulières, force majeure),
- résiliation pour faute du titulaire,
- résiliation pour motif d'intérêt général.

En cas de résiliation du marché dans les cas cités ci-dessus, aucune indemnité ne sera versée au titulaire.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés dans ce CCP, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

## **ARTICLE 16 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES**

### **16.1 - Documents devant faire l'objet d'une diffusion sur notre intranet**

Dans la cadre de l'utilisation de nos procédures, la SAGIM sera amenée à diffuser en interne tous les documents émanant des entreprises.

En acceptant le présent CCP, l'entreprise accepte que leurs données soient visibles par d'autres personnes de la SAGIM.

### **16.2 - Contractualisation des mémoires techniques et notes méthodologiques**

A l'appui de son offre, l'entrepreneur a présenté des documents qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis de la SAGIM qui pourront, par conséquent, exiger à tout moment de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entrepreneur, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, en particulier à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans ces documents.